



AVEC PHILIPPE POUTOU NOTRE SANTÉ ET NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

sante-secu-social.npa2009.org — Février 2022

À la veille des élections présidentielles, malgré l'épidémie de COVID 19, la santé et l'hôpital ne sont décidément pas une priorité pour la majorité des candidats, à commencer par le pas-encore-candidat-E.Macron.

Les applaudissements à 20h pour les « héros » sont bien loin ! L'exigence de moyens supplémentaires pour l'hôpital portée pendant des semaines par toute la population, est oubliée. Deux ans plus tard, la situation de notre système de santé et de l'hôpital est la même en pire. Macron voudrait nous faire oublier que l'hôpital manquait cruellement de moyens et surtout de personnel avant l'épidémie. Prenant la suite de ses prédécesseurs de droite ou du PS, il a continué de 2017 à 2019 à rogner sur les budgets des hôpitaux (plus d'un milliard d'euros par an), comme du secteur social et médico-social.

Il voudrait nous faire oublier, qu'il poursuit aujourd'hui les fermetures de lits et de services. en considérant toujours l'hôpital comme une entreprise qui doit être « rentable ». 5700 lits ont été fermés en 2020. A l'automne 2021, 20% des lits des grands hôpitaux étaient fermés faute de personnel. Les personnels épuisés, las de ne pas être entendus quittent l'hôpital sans être remplacés.

Les « déserts médicaux » se sont étendus dans les zones rurales et dans les quartiers populaires des villes; ils touchent plus de 8 millions de personnes.

Le « 100% santé » instauré pour l'optique, les prothèses dentaires ou auditives s'est accompagné d'une hausse constante des tarifs des mutuelles santé. Quant aux dépassements d'honoraires ils n'ont pas cessé.

Pécresse (LR) et Hidalgo(PS) n'ont pas grand-chose de différent à proposer : leurs partis ont mené quand ils étaient au pouvoir la même politique avec Bachelot et Touraine que celle de Buzyn et Veran

Quant à l'extrême droite, (Zemmour, Le Pen), ils voudraient nous faire gober que si l'hôpital n'a pas les moyens nécessaires, c'est parce que les urgences et les services sont « envahis » par les « étrangers » ! Un « bon » moyen de détourner la colère des vrais responsables !

Tout ce « beau » monde, oublie aussi que les « héros » sont en réalité dans les métiers du soin et du social, dans leur grande majorité, des « héroïnes » du quotidien. En « première ligne » dans le travail mais non reconnues, avec des emplois souvent précaires et mal rémunérés, elles doivent, en même temps assurer l'essentiel des tâches domestiques.

FAIRE DE LA SANTÉ UNE VRAIE PRIORITÉ, C'EST UN CHOIX POLITIQUE, ET POUR CELA L'ARGENT EXISTE.

À qui fera t-on croire qu'il n'y a pas de moyens de trouver le financement indispensable à former et recruter les personnels nécessaires dans les hôpitaux et les EHPAD, à l'heure ou malgré la crise, Total affiche 14 milliards d'€ de profits, LVMH 12 milliards, la BNP 9,5 milliards, la Société générale et BNP Paris Bas environ 5 milliards chacune ?

À qui fera t-on croire que les cotisations sociales ne permettent pas de financer davantage les hôpitaux, quand elles servent à rémunérer scandaleusement Pfizer et Moderna qui engrangent 1000 dollars de profit par seconde ?

L'argent existe, mais il faut le courage de le prendre là où il est, et pour cela la solution n'est pas de voter pour un homme (ou une femme) « providentiel(le) », mais il est nécessaire de se mobiliser, d'agir avec force et détermination pour imposer d'autres choix politiques. Prenons nous même nos affaires en main : C'est ce que défend le NPA dans cette campagne avec son candidat Philippe Poutou.



LES PROPOSITIONS DÉFENDUES PAR PHILIPPE POUTOU :

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC

- Pas de salaire inférieur à 1800€ net par mois. Revalorisation immédiate de tous les salaires de 400€ par mois. Revalorisation des grilles salariales.

- Un plan «emploi formation» de 200 000 emplois hospitaliers médicaux, paramédicaux et de toutes catégories.

- Arrêt des fermetures de lits, de services, réouverture et extension des hôpitaux de proximité, avec au moins un service d'urgence, une maternité, un bloc opératoire.

- Des formations médicales, paramédicales sous le statut de travailleur en formation. Elles seraient rémunérées au minimum au SMIC, accompagnées d'un engagement à servir dans le service public. Cela permettrait de démocratiser le recrutement et d'assurer l'accès à des soins de qualité sur tout le territoire

- Expropriation des actionnaires des cliniques privées et intégration de ces cliniques à l'hôpital public avec le statut de fonctionnaire hospitalier pour les personnels.

- En finir avec l'hôpital-entreprise : la gestion doit être au service du soin et non l'inverse.

MÉDECINE DE VILLE : POUR UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ

Création de centres de santé, publics et gratuits, polyvalents, financés par la Sécurité sociale en commençant par les territoires les plus déficitaires. Ils permettront de mener une politique de santé publique et participative avec la population, (contraception, prévention des maladies et des épidémies...), en lien avec les médecins libéraux, la médecine du travail, la médecine scolaire et universitaire, les travailleurs sociaux, les élus, les associations dans les quartiers, les structures syndicales et les CSE sur les lieux de travail.

UNE INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU SERVICE DE LA POPULATION

Depuis le début de la pandémie, les profits des fabricants de vaccins ont explosé et, l'année dernière, Sanofi a reversé 4 milliards d'euros à ses actionnaires ! Cette industrie profite de la recherche publique, des crédits d'impôts et de la Sécurité sociale. Cela ne peut plus durer. Il faut :

- Exproprier les grands groupes de l'industrie pharmaceutique. Nous devons nous réapproprier les outils de production, sans indemnité ni rachat, sous le contrôle des salariéEs.

- En finir avec les brevets. Que ce soit contre le coronavirus, le cancer ou tout autre maladie, il faut lever les brevets pour permettre, quel que soit son pays, d'accéder à une protection et des soins de qualité.

POUR DES SOINS ET DES TRAITEMENTS GRATUITS À 100%

La santé n'est pas une marchandise et nous devons toutes et tous pouvoir accéder à des soins gratuits à 100%. La Sécurité sociale doit être contrôlée par celles et ceux qui produisent les richesses :

- Interdiction des dépassements d'honoraires, suppression des franchises et des forfaits en ville et à l'hôpital

- Remboursement à 100% de tous les soins et de toutes les prescriptions et généralisation du tiers payant (sans avance des fonds)

POUR UN SERVICE PUBLIC, DU GRAND ÂGE, FINANCÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Une nouvelle fois la réalité catastrophique des conditions de vie dans des EHPAD soumis à la loi du profit a été mise en lumière par le livre « les fossoyeurs ». Après Sarkozy et Hollande, Macron a renoncé à toute réforme du financement de la « dépendance », laissant à la charge des personnes âgées avec leurs faibles retraites et de leurs familles l'essentiel du financement de la perte d'autonomie.

Il est plus que temps de mettre en place un véritable service public du 4ème âge, en structure ou à domicile, de petite taille, avec du personnel formés, en nombre suffisant.

La aussi, un plan emploi formation de 200 000 postes que réclament les professionnels doit être mis en place.

Les actionnaires qui se remplissent les poches (ORPEA, KORIAN...) de « l'or gris » doivent être expropriés.

Il est plus que temps de passer à l'acte pour que la société prenne en charge les dernières années de ses aînés, par la prise en charge intégral de ce service public par la Sécurité sociale.

